



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Session Plénière du 22 Février 2018

Intervention de Michel CHASSIER

Rapport N° 18.01.02 Fonds Structurels Européens Post 2020

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Ce rapport a le mérite de poser le problème de l'avenir des Fonds Européens Structurels et d'Investissement et des politiques qui en découlent, de la place des Régions et leurs relations avec l'Union européenne.

Ce qui va obliger les uns et les autres à sortir du double langage souvent pratiqué au niveau local à l'égard de l'UE et donc préciser véritablement leur position.

Au moins les intentions de votre majorité sont clairement affichées : **plus d'Europe, moins d'Etat**, avec une augmentation des contributions pour le budget de l'UE et le développement de ressources propres, ce qui s'appelle qu'on le veuille ou non un impôt européen.

D'ailleurs vous n'avez pas attendu ce débat pour signer le mois dernier la **Déclaration de l'Alliance pour la cohésion**, sans soumettre ce choix à l'assemblée.

Vous considérez que l'euroscpticisme est une mode, certains ont même pu imaginer que l'élection de M. Macron allait marquer un retour de l'idée européenne.

Mais les faits sont têtus, et si M. Macron a été élu sur la base d'un mensonge, il ne devrait pas oublier la célèbre citation d'Abraham Lincoln : *« On peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps. »*

Nous pensons quant à nous que **l'euroscpticisme est fondé sur une série de constats, partagés chaque jour davantage partout en Europe.**

Et notre Région ne fait pas exception.

Le premier constat, et nous n'aurons aucun mal à le démontrer, chiffres à l'appui, c'est que les politiques de cohésion, censées diminuer les disparités économiques entre les Etats membres et donner une dimension sociale au marché unique, n'ont pas atteint leur objectif.

A l'inverse, l'élargissement vers des pays présentant de fortes disparités économiques et sociales a institué une concurrence déloyale y compris à l'intérieur de la zone euro, concurrence largement encouragée par Bruxelles, avec pour effet l'affaiblissement de notre économie, l'effondrement structurel de notre balance commerciale, et une dégradation du marché de l'emploi qui exclut des millions de



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire
2, Place Sainte Croix - 45000 ORLEANS
grpfn@grp.regioncentre.fr - fn-regioncentre.fr



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Français du marché du travail, tire vers le bas le niveau des rémunérations et fragilise tout notre système social.

Le deuxième constat, et nous y reviendrons, porte le volume des fonds européens dont la Région a bénéficié. Nous l'avons dit, nous le redisons, ce que vous nommez « fonds européens » correspond à la restitution d'une part des sommes que la France verse à l'Union au titre de sa contribution, avec **un déficit qui se creuse d'année en année.**

Le troisième constat c'est que ce rapport s'inscrit bien dans l'esprit de cette session : **ce n'est qu'une série de vœux.**

Il suffit de relever les termes qui sont utilisés :

- La Région « souhaite » ou exprime son souhait : 7 fois
- La Région « plaide » : 5 fois
- La Région « appelle » : 9 fois
- La Région « demande » : 2 fois

A aucun moment, comme c'est le cas général dans une assemblée délibérante, il n'est question de prendre une décision.

Lorsque l'exécutif en est réduit à faire voter des vœux, comme nous verrons tout à l'heure sur d'autres sujets, mais tout est lié, **c'est bel et bien un aveu d'impuissance.**

Cela qui démontre aussi, contrairement à ce qui est affirmé, que **la Région ne constitue pas la bonne échelle territoriale pour négocier avec l'Union.** Comment le serait-elle d'ailleurs, alors qu'elle pèse tout juste 0,5% de la population de l'UE ?

Pour conclure vous comprendrez que nous ne partageons ni vos orientations ni vos propositions.

Il nous est demandé de choisir entre les 5 scénarii du livre blanc sur l'avenir de la politique de cohésion présenté il y a un an par M. Juncker, ministre des finances du Luxembourg pendant 20 ans avant d'être premier ministre pendant 18 ans, période durant laquelle **il a couvert un scandale fiscal d'Etat, révélé par les Luxleaks,** ce qui devrait lui interdire de nous donner des leçons et de présider la Commission.

Nous choisissons pour notre part une refondation complète sur la base d'une Union des Nations Européennes, respectueuse des peuples et des nations.

Et ce sont les peuples d'Europe qui auront à en décider en juin 2019.

